

NOTE DE PLAIDOYER DU WOMEN 7 2026

Genre, Climat et Biodiversité



SOMMAIRE

Résumé des messages clés

Page 1

01

Un G7 sans le genre ?

Page 2

02

Pourquoi les crises du climat et de la biodiversité aggravent les inégalités de genre : 8 chiffres qui le démontrent

Page 3 à 5

03

Messages clés portés par le groupe de travail Genre et Climat

Page 5 à 8

04

La présidence française du G7 : passer à une responsabilité collective pour une transition juste et inclusive

Page 8 à 9

Sources

Page 10

RÉSUMÉ DES MESSAGES CLÉS

1

Les financements dédiés à la lutte contre le changement climatique et à la protection de la biodiversité doivent intégrer une approche transformatrice, inclusive ou a minima sensible au genre. Ils doivent être dirigés vers les acteur.rice.s de terrain, détenteur.rice.s des solutions, vecteur.rice.s des transformations nécessaires.

2

La participation pleine, égale et significative des femmes, des filles et des communautés LGBTQIA+ dans toutes leurs diversités dans les instances de négociations et de prise de décision liées au climat et à la biodiversité est une condition sine qua non pour répondre efficacement aux effets du changement climatique et de la perte de biodiversité. Cela s'accompagne nécessairement de l'intégration des communautés du Sud global, locales et autochtones aux discussions, afin de tenir compte de l'impact différencié et des conséquences réelles de la part de celles et ceux qui y sont chaque jour exposé.e.s.

3

Les engagements pris au sein de toutes les instances décisionnelles doivent s'accompagner de mécanismes de contrôle, de traçabilité et de redevabilité pour mesurer leurs influences et assurer leurs bonnes mises en œuvre.

01

UN G7 SANS LE GENRE ?

Cette année, le sommet G7 se déroule en France du 15 au 17 juin à Evian. Malgré la multitude de réunions ministérielles prévues, notamment celle sur l'environnement le 23 avril ou celle sur le développement les 29 et 30 avril, le genre ne fait pas l'objet d'une filière interministérielle dédiée au sein du sommet, limitant la prise en compte transversale de ces enjeux dans les engagements climatiques.

Le G7 est un espace dont la légitimité et l'impact sont limités, tout d'abord parce qu'il réunit les "plus puissants" sans intégrer correctement les voix du Sud. Par ailleurs, dans le contexte actuel, le G7 réunit plusieurs pays qui s'engagent ouvertement contre l'égalité de genre, invisibilisant une cause majeure de déséquilibre mondial, et remettant en question des principes, des engagements et un langage qui ont été adoptés au niveau multilatéral il y a déjà de nombreuses années.

Par ailleurs, cette répression est diffusée publiquement et de manière transversale par le biais de fausses informations, mettant en doute les avancées sociales et scientifiques.¹ Ainsi le masculinisme et le backlash s'opposent souvent à l'adaptation au changement climatique, voire en nient l'existence, car les transformations nécessaires à l'égalité et à la protection de l'environnement remettent en cause des normes patriarcales et des intérêts économiques établis.


Cette note met en lumière la nécessité de traiter ces sujets conjointement, afin de contribuer à des engagements climatiques plus justes, inclusifs et efficaces, en cohérence avec les cadres internationaux existants et les principes d'égalité de genre et d'intersectionnalité en influençant la position des membres du G7.


¹ Pease, B., (2021). Masculinisme, changement climatique et catastrophes produites par les hommes. Vers une réponse environnementale proféministe. <https://doi.org/10.3917/nqf.402.0052>.

02

POURQUOI LES CRISES DU CLIMAT ET DE LA BIODIVERSITÉ AGGRAVENT LES INÉGALITÉS DE GENRE: 8 CHIFFRES QUI LE DÉMONTRENT

Le changement climatique et la perte de la biodiversité affectent de manière disproportionnée les femmes, les filles et les personnes LGBTQIA+ en raison d'inégalités structurelles préexistantes et de normes patriarcales, qui limitent leur accès aux ressources, aux droits, à la prise de décision et aux opportunités économiques. Cette marginalisation persiste alors même que les femmes dans toute leur diversité jouent un rôle essentiel dans la protection des forêts et de la biodiversité, la production alimentaire, l'économie circulaire et la résilience communautaire, autant de dimensions cruciales pour l'atténuation et l'adaptation climatiques.² Les données suivantes ne sont pas de simples statistiques. Elles documentent un système d'inégalités structurelles que le changement climatique et l'offensive réactionnaire actuelle amplifient.

 **Risques accrus de pauvreté extrême** : Sous un scénario de changement climatique non maîtrisé, jusqu'à 158,3 millions de femmes et de filles supplémentaires pourraient vivre dans l'extrême pauvreté d'ici 2050 (seuil de 2,15 \$/jour) soit 16 millions de plus que les hommes et les garçons, avec près de la moitié dans les pays d'Afrique subsaharienne. Cette estimation est disponible dans le Gender Snapshot 2025 (UN Women) publié en 2024-2025. [UN Women Knowledge hub](#)

 **Inégalités alimentaires et sanitaires** : Aujourd'hui, environ 47,8 millions de femmes supplémentaires que d'hommes font face à l'insécurité alimentaire, à la faim et à des risques sanitaires surtout pour les mères et nouveaux-né.es, cela est en grande partie aggravé par les effets du changement climatique. Les données publiées par l'OMS, FNUAP, UNICEF et HRP soulignent qu'une hausse de seulement 1°C durant la fin de la grossesse peut augmenter le risque de mortinaissance jusqu'à 10 %. Par ailleurs 10 % des femmes enceintes et 13 % des nouvelles mères souffrent déjà de troubles mentaux à l'échelle mondiale. La grande majorité des personnes victimes des effets sanitaires, en charge de la production et de la transformation alimentaire sont des femmes et des filles. Ainsi ne pas soutenir l'action et la résilience de ces personnes à travers des politiques ciblées, risque de nuire fortement à la capacité des communautés locales à s'adapter ou à agir. [UN Women Knowledge hub](#)

² WO=MEN Dutch Gender Platform et al. : https://www.wo-men.nl/bestanden/WO-MEN_Fair_Sustainable_and_Effective_Paper.pdf



Corrélation entre dégradation environnementale et violence entre partenaires intimes : La raréfaction des ressources vitales (eau, bois, nourriture), provoquée par la dégradation de la nature et le changement climatique, exacerbe les tensions au sein des ménages et des communautés. Ce stress environnemental conduit à une hausse des taux de violence domestique, comme en témoigne le bond de 62 % des demandes de services d'aide à Porto Rico après l'ouragan Maria car la force est parfois utilisée comme un mécanisme de pouvoir pour établir un contrôle sur des ressources naturelles devenues rares. D'ici la fin du siècle, un cas de violence conjugale sur dix sera directement lié au changement climatique, chaque hausse de 1°C de la température moyenne étant déjà associée à une augmentation de 4,7 % des violences et à une hausse de 28 % du risque de féminicide lors des vagues de chaleur. [Spotlight Initiative - UN](#)



Disparités dans les pertes de revenus : Dans des contextes ruraux, les ménages dirigés par des femmes subissent des pertes de revenus 8 % plus élevées lors de vagues de chaleur et 3 % plus élevées lors d'inondations, entravant leur capacité d'adaptation. Dans le secteur agricole, particulièrement touché par la crise climatique, les femmes gagnent en moyenne 18,4 % de moins que les hommes dans les emplois salariés. Elles gagnent 82 cents pour chaque dollar gagné par les hommes. [UNICEF & FAO](#)



Corrélation entre dégradation des terres et mariages d'enfants : La perte de biodiversité et l'aridité croissante des sols poussent les familles vers des mécanismes d'adaptation désespérés. En Afrique subsaharienne, 52 % des femmes vivant dans des zones arides ont été mariées avant 18 ans, contre 36 % dans les zones humides ; ce qui illustre comment l'insécurité environnementale exacerbe la précarité sociale des filles et des adolescentes selon les récentes données publiées par le Gender and Biodiversity Data Brief en 2024. [UN Women & Women Count](#)



Représentation dans les espaces décisionnels : À l'échelle internationale, malgré quelques progrès, la représentation des femmes dans les instances décisionnelles climatiques demeure limitée. En 2025, la représentation moyenne féminine dans les organes constitués de l'UNFCCC était d'environ 40 %, avec un taux similaire chez les délégations nationales lors des conférences formelles. [UNFCCC+1](#)



Inégalités dans les secteurs en première ligne de la crise climatique et environnementale: il est plus difficile pour les femmes de s'adapter par manque d'accès et de contrôle sur les terres agricoles. Le pourcentage d'hommes qui détiennent des droits de propriété ou des droits fonciers garantis sur des terres agricoles est deux fois plus élevé que celui des femmes dans plus de 40 % des pays qui ont communiqué des données sur la propriété foncière des femmes (ODD 5.a.1). Ces inégalités existent aussi dans le secteur de la pêche.³ Alors que 21 % des populations de pêcheurs ou pratiquant l'aquaculture sont des femmes et près de 50 % de tous les travailleurs et travailleuses de l'ensemble de la chaîne de valeur aquatique sont des femmes. [FAO](#)

Ces chiffres ont un dénominateur commun : des inégalités préexistantes (accès aux terres, aux revenus, à la décision, charge inéquitable de travail non rémunéré de soins) qui font des femmes, des filles et des communautés LGBTQIA+ des victimes prioritaires du changement climatique, tout en limitant leur capacité à s'y adapter. Tant que ces inégalités ne sont pas adressées, aucune politique climatique ne pourra être pleinement efficace. C'est pourquoi il est important que le G7 permette des ponts entre égalité de genre et justice climatique.

03

MESSAGES CLÉS PORTÉS PAR LE GROUPE DE TRAVAIL GENRE ET CLIMAT

Face à ces constats, le W7 formule trois demandes prioritaires auprès des Chefs et Cheffes d'Etats réunis à Evian : le renforcement de financements climatiques adaptés, flexibles et pérennes pour les organisations féministes ; la participation effective et égale des femmes et des filles dans toute leur diversité - de communautés locales ou autochtones, personnes migrantes, racialisées, en situation de handicap - aux espaces de décision climatique ; et la redevabilité des États du G7 quant à l'intégration de la dimension genre dans leurs engagements climatiques et sur la biodiversité passés et à venir (Accord de Paris, le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, les engagements de Copenhague et de Glasgow).

UN FINANCEMENT CLIMATIQUE QUI ATTEINT VRAIMENT CELLES QUI EN ONT LE PLUS BESOIN

Les organisations féministes locales et les actrices de terrain sont les plus efficaces pour concevoir et déployer des solutions climatiques inclusives. Elles disposent d'une connaissance fine des réalités locales, d'un ancrage dans les communautés et de solutions éprouvées. Pourtant, elles demeurent largement exclues des circuits de financement climatique internationaux : procédures trop lourdes, critères trop restrictifs, mécanismes conçus pour des acteurs institutionnels d'envergure.

Les acteurs du G7 doivent garantir un financement climatique sensible au genre, accessible, flexible et pérenne. Cela implique concrètement de :

- Privilégier les subventions et les dons, plutôt que les prêts générateurs de dettes – en particulier pour les organisations locales des pays du Sud.
- Simplifier les procédures d'éligibilité et de reporting en allégeant les formalités administratives qui pèsent de manière disproportionnée sur les structures de petite taille, sans pour autant renoncer aux exigences de redevabilité et de contrôle

- Flécher les financements vers les organisations féministes de terrain via des mécanismes équitables et transparents.
- Intégrer une analyse genrée de tous les politiques et projets liés au climat et à la biodiversité

AZUKO et Nirapod Bangladesh Songhsto ont soutenu la création de plus de 20 groupes de micro-épargne dirigés par des femmes dans les communautés rurales de la région de Saidpur au Bangladesh.

Ces groupes ont permis de renforcer leur autonomie financière et aident les femmes à surmonter les catastrophes climatiques ou les crises sanitaires, ou à couvrir certains frais scolaires par solidarité lorsque cela était nécessaire. Les femmes membres des groupes d'épargne collectent chaque semaine de très petites sommes dans un fonds de solidarité, elles décident ensemble des réponses à apporter aux demandes de prêt exprimées par les membres, ainsi que du moment et des modalités de remboursement.

Certains groupes d'épargne ont collecté suffisamment d'argent au fil du temps pour reconstruire le toit d'une maison après une tempête, construire des toilettes ou envisager de louer des terres pour leurs projets agricoles. Grâce à ces groupes d'épargne, tous les habitants des villages améliorent considérablement leur résilience face aux crises climatiques.

Un tel système financier devrait être intégré au mécanisme du Fonds de Réponse aux Pertes et Dommages (FRLD), car il permet aux populations de mettre en place une forme d'assurance solidaire locale dirigée par la communauté et les femmes. Le mécanisme du FRLD pourrait fournir un financement anticipé afin de prévenir les conséquences financières des catastrophes climatiques.



Apu Roy, directeur du NBS (Nirapod Bangladesh Songstha) à la COP28, et Jo Ashbridge (à droite), fondatrice et PDG d'AzuKo, reçoivent le prix Solutions Genre et Climat de Jochen Flasbarth, Secrétaire d'Etat au Climat de l'Allemagne - Événement COP28

UNE PARTICIPATION RENFORCÉE DANS LA GOUVERNANCE CLIMATIQUE

Représenter les femmes dans les négociations climatiques ne relève pas d'une logique de quota ou de parité. C'est une condition d'efficacité. Les décisions prises sans les voix de celles qui sont les plus exposées aux conséquences climatiques produisent des politiques inadéquates, voire contre-productives. Par ailleurs, femmes et des filles dans toutes leurs diversités, ainsi que les communautés LGBTQIA+ ne sont pas un groupe homogène, c'est pourquoi l'approche intersectionnelle est essentielle. Des décisions n'incluant pas de cette diversité ne sauraient adresser pleinement la lutte contre les changement climatique. Il faut faciliter en particulier la participation des femmes issues de communautés locales et autochtones, et de pays du Sud global.⁴

L'inclusion ne se résume pas à être présente à la table des négociations. Elle se définit par la capacité à influencer réellement les décisions, à accéder aux informations stratégiques et à surmonter les barrières invisibles (normes sociales discriminatoires, surcharge de travail domestique, dévalorisation des savoirs féminins). Pour y parvenir, il est nécessaire de :

- Recruter et promouvoir les femmes et les filles dans toute leur diversité, ainsi que les communautés LGBTQIA+ au sein des délégations nationales et des administrations chargées du climat.
- Reconnaître les femmes comme agentes de changement dans les stratégies et plans nationaux pour le climat et la biodiversité et non uniquement comme bénéficiaires ou groupes vulnérables.
- Consulter les citoyen.ne.s et les organisations de femmes et les communautés LGBTQIA+ via des formats diversifiés (assemblées citoyennes, concertations territoriales, événements de sensibilisation) à toutes les échelles.
- Soutenir les organisations de terrain dans la collecte, la gestion et le stockage long terme des données sur le genre, la biodiversité et le changement climatique, afin que les savoirs produits à la base alimentent les politiques nationales et internationales.

DES ENGAGEMENTS ASSORTIS EN MÉCANISME DE CONTRÔLE

Les engagements en matière de genre et de climat ne manquent pas. Ce qui manque, ce sont les outils et mécanismes de redevabilité pour en vérifier la mise en œuvre. Les États du G7 doivent se doter de mécanismes de suivi transparents, assortis d'indicateurs précis, permettant d'évaluer l'intégration effective du genre dans leurs politiques climatiques et leurs financements. Pour les États européens, cela correspond par exemple à 85% d'aide publique au développement qui devait participer à l'égalité de genre selon les marqueurs 1 et 2 du CAD de l'OCDE, conformément au plan d'action genre (GAP III) de l'UE (2020-2025).⁵

⁴ Women and Gender Constituency : <https://womensgenderclimate.org/wp-content/uploads/2023/09/WGC-Reflection-Note-on-AFT.pdf>

⁵ <https://www.eeas.europa.eu/eeas/trois%20me-plan-daction-sur-%20l%20egalite%20des-sexes-vers-un-monde-o%20les-hommes-et-les-femmes-sont-fr>

Le W7 demande aux États de :

- Saisir les commissions nationales en charge des droits de l'Homme d'une mission de contrôle de la mise en œuvre des engagements des pays acteurs en matière d'égalité de genre dans les plans nationaux climat et les stratégies nationales pour la biodiversité conformément à leurs engagements dans le cadre des « plans genre » de la CCNUCC et de la CBD
- Un cadre de redevabilité rattaché à ces stratégies avec des indicateurs précis qui conviendra d'une réunion par an avec les acteurs de la société civile pour présenter les résultats au niveau national et international
- Établir avec les instituts statistiques un programme permettant de récolter des données sexo-spécifiques et de les croiser avec différentes priorités politiques et sociales (lutte contre le changement climatique, lutte contre la pauvreté, lutte contre les violences et discriminations raciales, etc).

04

LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU G7 : PASSER À UNE RESPONSABILITÉ COLLECTIVE POUR UNE TRANSITION JUSTE ET ÉQUITABLE

En tant qu'hôte du G7, et défenseuse de l'égalité de genre dans plusieurs espaces internationaux, la France doit montrer l'exemple. L'an dernier, elle a publié sa stratégie de diplomatie féministe pour 2025-2030. En accueillant le G7 à Évian, elle dispose d'une occasion propice pour traduire ces engagements en actions concrètes. Elle peut et doit entraîner d'autres États dans cette direction, à l'instar de la IV^{ème} Conférence des Diplomaties Féministes ayant amené à la signature de la déclaration politique par 31 États.⁶

L'enjeu n'est plus seulement de s'engager, mais de changer d'approche. L'intégration effective de la justice et l'égalité de genre est un axe incontournable pour garantir des réponses climatiques à la fois équitables et efficaces. Par exemple, leur inclusion dans les projets forestiers est associée à une probabilité de régénération forestière 28 % plus élevée.⁷ Elle implique de reconnaître les inégalités structurelles existantes, de valoriser les savoirs et les capacités des communautés concernées, et de renforcer la cohérence entre engagements politiques et réalités de terrain.

⁶ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/4eme-conference-ministerielle-des-diplomaties-feministes-22-23-octobre-2025/article/a-paris-31-etats-adoptent-une-declaration-politique-pour-defendre-les-droits>

⁷ WO=MEN Dutch Gender Platform et al. : https://www.wo-men.nl/bestanden/WO-MEN_Fair_Sustainable_and_Effective_Paper.pdf

Au-delà des déclarations, les États membres sont attendus sur leur capacité à assurer la cohérence entre leurs engagements internationaux, leurs politiques nationales et les mécanismes de mise en œuvre. La crédibilité du G7 dépendra de sa faculté à traduire ses priorités en résultats mesurables, tout en renforçant la confiance avec les acteurs de terrain et les partenaires internationaux.

SOURCES

CARE : <https://careclimatechange.org/cares-capacity-statement-on-nature-based-solutions-and-ecosystem-based-adaptation-to-climate-change/>

ONU-Femmes - Gender Snapshot 2025: <https://www.unwomen.org/en/resources/gender-snapshot/sdgs-12-15>

GIEC, Climate-Resilient Development Pathways Supplementary Material. In: Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_Chapter18_SM.pdf

FAO, State of Women in Agrifood systems, 2023, FAO, State of Women in Agrifood systems, <https://www.fao.org/3/cc5343en/cc5343en.pdf>.

Réseau Action Climat, La diplomatie féministe : un levier puissant de lutte pour la justice climatique, Octobre 2024, https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2024/10/diplomatie_feministe_versionfinale-1-1.pdf

MEAE, Stratégie internationale de la France pour une diplomatie féministe 2025-2030, Octobre 2025, https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/version_complete_-_strategie_internationale_de_la_france_pour_une_diplomatie_feministe_2025-2030_-16-10-25_cle053444.pdf

WECF, Guide du financement climatique sensible au genre, 2025 9
<https://wecf-france.org/wp-content/uploads/2025/06/Guide-du-financement-climatique-sensible-au-genre.pdf>

Women & Gender Constituency, Centering Inclusion: From African Feminist Taskforce to Africa WGC, <https://womengenderclimate.org/wp-content/uploads/2023/09/WGC-Reflection-Note-on-AFT.pdf>

WEDO, Critical Trends: Towards Economic and Climate Justice: A Feminist Analysis: <https://wedo.org/resources/2025-towards-economic-and-climate-justice-a-feminist-analysis-of-critical-trends>

⁸ Utilisation du mot "soin" en français pour désigner le concept de anglophone de "care"

⁹ Indicateur de l'ODD 5.4.1

